



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/460 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SAH LEDUC à Ligné**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 autorisant la société SAH LEDUC à exploiter des installations sur le territoire de la commune de Ligné, route de Nort-sur-Erdre ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 octobre 2007, du 23 janvier 2008, du 5 juillet 2018 et du 17 mars 2025 ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SAH LEDUC le 17 juin 2025, complétée le 11 juillet 2025, concernant l'implantation d'une nouvelle ligne de traitement de surfaces, associée à une cabine d'application de peintures, intitulée « Ligne PE08 » ;

Vu la demande d'examen au « cas par cas » déposée le 13 juin 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/ICPE/271 du 7 août 2025, portant décision de l'autorité environnementale dispensant d'étude d'impact le projet d'installation d'une nouvelle ligne de traitement de surfaces et d'application de peinture, dénommée ligne PE08, de la société SAH LEDUC ;

Vu l'avis du SDIS du 29 septembre 2025 émettant un avis favorable au projet porté par la société SAH LEDUC ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 24 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société SAH LEDUC le 28 octobre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que le projet de mise à jour de la situation administrative :

- constitue une extension pouvant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;

- atteint des seuils quantitatifs ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que l'Autorité Environnementale a été saisie, sur la base du critère de l'extension visée par l'article R. 122-2 du code de l'environnement, et a conclu à la dispense d'étude d'impact du projet ;

Considérant que les seuils quantitatifs atteints classent la modification notable en modification « importante » sans que celle-ci ne remette en cause la non-substantialité du projet ;

Considérant qu'après analyse de l'inspection des installations classées le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. OBJET

La société SAH LEDUC, dénommée « l'exploitant » ci-après, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour son site situé Route de Nort-sur-Erdre à Ligné (44 850).

TITRE II. PORTÉE DES MODIFICATIONS

CHAPITRE II.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES

Article II.1.1. Au titre de la nomenclature des ICPE

Le tableau de classement des installations présenté à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 est modifié et remplacé comme suit :

Rubrique ICPE	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime(*)
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	2 700 kW	E
2563-1	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 L	11 880 L	E
2565-2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 L	14 500 L	E
2940-2.a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	504 kg/j	E
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	1 t	DC
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an	72 t/an	D

* E = enregistrement, DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration

TITRE III. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE III.1. MISE À JOUR DE L'EQRS

La mise à jour de l'EQRS prévue à l'article III.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mars 2025 doit être réalisée en prenant en compte les augmentations de consommations de solvants actées dans le présent arrêté.

Cette mise à jour doit être transmise à l'inspection des installations classées **avant la fin de l'année 2025**.

CHAPITRE III.2. AMÉNAGEMENT DE PRESCRIPTIONS

Article III.2.1. Comportement au feu des bâtiments

Par dérogation à l'article 4.2 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 et à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisés, au sein du bâtiment U5, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires prévues dans le dossier de Porter à Connaissance transmis le 17 juin 2025 et complété le 11 juillet 2025, et notamment :

- Le local broirie est ventilé et équipé d'un dispositif de détection et d'extinction automatique d'incendie. Le stockage de matières combustibles est limité à 500 kg maximum ;
- L'armoire électrique de l'installation de traitement de surfaces est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
- Les cabines d'apprêt et de peinture sont équipées d'un dispositif de détection associé à un système d'extinction automatique d'incendie ;
- La Surface Utile d'Évacuation (SUE) pour le désenfumage est portée à 2 % de la surface totale du bâtiment ;
- Aucun stockage de matières combustibles ne peut être réalisé dans un rayon de 10 m de l'installation.

Ces mesures compensatoires doivent être effectives **avant la fin de l'année 2025**, et avant tout démarrage opérationnel de l'installation « Ligne PE08 ».

Article III.2.2. Accessibilité des engins

Par dérogation à l'article 12-II de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et à l'article 4.3 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 susvisés, l'exploitant met en œuvre les voies prévues dans le dossier de Porter à Connaissance transmis le 17 juin 2025 et complété le 11 juillet 2025, et notamment :

- Création d'une aire de stationnement des engins à proximité de l'accès n° 5 (rue du Pré Athelin) et du poteau incendie identifié « BI L13 » ;
- Création d'une voie d'accès par la voie verte située au nord du bâtiment U5 permettant d'accéder aux aires d'aspiration de la réserve incendie de 1 140 m³ située à l'est du bâtiment ;
- Création d'une aire de mise en station des moyens aériens au Nord du bâtiment U5.

Ces mesures compensatoires doivent être effectives **dans les 6 mois** suivant la publication du présent arrêté.

Article III.2.3. Éloignement des points d'eau entre eux

Par dérogation à l'article 4.5 de l'arrêté du 12 mai 2020 et à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 susvisés, la distance d'éloignement entre le point d'eau et la réserve d'eau disponibles pour intervenir au bâtiment U5 est portée à 195 m.

CHAPITRE III.3. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

L'exploitant met à jour son plan d'intervention avec l'implantation de la ligne « PE08 », conformément à la norme NF X 08-070.

TITRE IV. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE IV.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE IV.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE IV.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société SAH LEDUC, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Ligné.

CHAPITRE IV.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Chateaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Ligné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 09 DEC. 2025

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF